



**Projet : « Fanm lidè k ap lite pou gen akse ak latè ak lapè': Les femmes rurales, catalyseurs d'une paix durable sur la terre en Haïti »**

## **Termes de référence (TDR)**

**Étude de cartographie des groupes communautaires soutenant les droits fonciers des femmes dans les départements du Nord-Est et du Sud d'Haïti.**

**HAÏTI  
NORD-EST / SUD**

## 1. INFORMATIONS GENERALES

<b>Pays</b>	<b>Haïti</b>
<b>Lieu du poste</b>	<b>Fort-Liberté, Nord’Est, Haiti</b>
<b>Titre du poste</b>	Consultant (e) chargé (e) de réaliser la cartographie des groupes communautaires soutenant les droits fonciers des femmes dans le Nord-Est et Sud d’Haïti.
<b>Durée de la mission</b>	2 mois
<b>Date de début réception des candidatures</b>	20 août 2025

## 2. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Au cours des dernières années, des crises politiques, sécuritaires et socio-économiques ont mis à l’épreuve tous les efforts consentis en Haïti et continuent à avoir un impact négatif sur la construction d’une paix durable dans le pays.

L'absence de cohésion sociale diminue de plus en plus la capacité des Haïtiens à résister aux risques liés à la sécurité climatique, ce qui a un impact disproportionné sur les femmes rurales à risque et les jeunes (hommes et femmes) de 18 à 34 ans (ARRWY). Dans les zones rurales, les femmes et les jeunes femmes impliquées dans l'agriculture, le pastoralisme ou la pêche sont exposées à des niveaux élevés d'incertitude et de violence, tandis que la fragilité institutionnelle entrave la mise en œuvre de politiques efficaces en matière de changement climatique (UNCT,2023).

Le lien entre la fragilité, le climat et l'inégalité entre les sexes exacerbe la vulnérabilité, les violations des droits de l'homme augmentant de 333 % entre 2018 et 2019 (BINUH, 2021), en particulier l'incidence de la violence liée au sexe (HRW, 2018).

L'insécurité foncière, les schémas complexes d'utilisation des terres, y compris l'exploitation minière, constituent un risque supplémentaire d'expulsions forcées pour les communautés. La politique nationale de développement agricole et la stratégie pour la croissance et la réduction de

la pauvreté ne représentent guère les femmes et jeunes ruraux à risque (ARRWY), qui restent exclus de l'élaboration des politiques relatives à la gestion des ressources naturelles (GRN).

Les femmes ne représentent que 2,7 % des parlementaires (FIDA, 2022) et 8 % des maires. Les restrictions à l'action des femmes découlent de croyances culturelles rigides. Alors que 45% des ménages haïtiens sont dirigés par des femmes (ONU Femmes, 2021). De plus, moins de 5% du territoire haïtien est inscrit au cadastre, et environ deux tiers des terres rurales n'ont pas de propriété formelle. Alors que 20% des hommes possèdent des terres dans les zones rurales où l'agriculture est le secteur dominant, seulement 8% des femmes possèdent des terres (Banque mondiale 2023).

Les personnes déplacées et les migrants rapatriés de la République dominicaine, qui cherchent à obtenir des droits fonciers, ont également provoqué de violentes tensions avec les communautés d'accueil dans les départements du sud et du nord-est, en particulier à Ouanaminthe, Ferrier et Capotille (CA, 2023).

À Camp-Perrin et dans le département du Sud, les conflits liés à la terre sont principalement dus à la division de l'héritage. Le manque de connaissance des réglementations sur l'héritage foncier, le manque de compréhension entre les détenteurs du pouvoir, associés à un système patriarcal, signifient que les femmes rurales n'entreprennent mêmes pas des processus devant leur permettre la jouissance de leur droit. À Torbeck et à Chardonnières, bien qu'elles aient des droits légaux, les femmes sans titres fonciers perdent souvent leurs terres et leurs possibilités de compensation. Ces dynamiques ont aggravé les impacts sexospécifiques de la fragilité, des conflits et de la violence. À Aquin, les femmes rurales ont été victimes d'agressions qui les ont forcées à quitter leur propriété lorsque des hommes ont décidé d'occuper leurs terres.

Il y a un manque de données sur l'espace civique des femmes et les systèmes d'alerte précoce restent faibles. Les consultations de Christian Aid (2023) ont révélé que les femmes rurales du nord-est et du sud d'Haïti sont affectées par un faible niveau d'éducation, un mécontentement à l'égard des processus de gouvernance, l'absence de mécanismes de consultation démocratique, la peur de la violence et de la sécurité, ainsi que par les rôles sociaux traditionnels.

Face à cette réalité, qui compromet les perspectives d'une paix durable dans le pays, les interventions du projet « Fanm lidè k ap lite pou gen akse ak latè ak lapè'»: Les femmes rurales,

catalyseurs d'une paix durable sur la terre en Haïti », visent à répondre à deux problèmes latents de la société haïtienne. C'est-à-dire l'inégalité entre les sexes et la gestion des ressources naturelles.

La mission principale du/de la consultant(e) consistera à **concevoir, coordonner et réaliser une étude de terrain débouchant sur une cartographie visuelle, descriptive et analytique des groupes communautaires soutenant les droits fonciers des femmes**, notamment dans les dix (10) communes ciblées : Capotille, Ferrier, Fort-Liberté, Ouanaminthe (Nord-Est), et Aquin, Camp-Perrin, Cavaillon, Côteaux, Chardonnières, Torbeck (Sud).

### **3. JUSTIFICATION DE L'ÉTUDE**

Le consortium, **composé des organisations MOUFHED, CE-JLAP, SJM Haïti et Haïti Survie**, partenaires de mise en œuvre du projet mentionné ci-avant, prévoit de conduire, avec l'appui financier du **Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (Peace Building Fund – PBF)** et sous la coordination stratégique de **Christian Aid Ireland**, une étude participative de cartographie des groupes communautaires engagés dans la défense des droits fonciers des femmes dans les départements du Nord-Est et du Sud de Haïti. Dans le cadre de ce consortium, Haïti Survie est chargée de la mise en œuvre de cette activité spécifique et lance, à ce titre, le présent appel à consultation en vue de recruter un·e consultant·e individuel·le ou une firme de consultation pour mener cette étude.

Cette étude permettra :

- D'identifier et de localiser les groupes communautaires formels et informels mobilisés autour de la défense des droits fonciers des femmes ;
- De documenter leurs actions, leur structuration, leurs zones d'intervention, leurs stratégies d'influence, leurs partenaires, ainsi que les défis qu'ils rencontrent sur le terrain ;
- De produire une cartographie dynamique, visuelle et analytique de la couverture territoriale, des synergies et des lacunes existantes.

Les résultats auront été validés à travers un processus **participatif et inclusif impliquant les parties prenantes locales (Maire, CASEC, ASEC, Représentants de la justice...), les membres du consortium (MOUFHED, CE-JLAP, SJM Haïti et Haïti Survie), les membres des groupes communautaires et les représentantes de la société civile.**

#### **4. OBJECTIFS DE L'ETUDE**

##### *a. Objectif général*

Produire une cartographie visuelle, descriptive et analytique des groupes communautaires soutenant les droits fonciers des femmes dans les départements du Nord-Est et du Sud d'Haïti.

##### *b. Objectifs spécifiques*

- 1) Identifier et localiser tous les groupes communautaires et réseaux de femmes qui travaillent sur les droits fonciers, de manière formelle ou informelle ainsi que des universités partenaires de ces groupes communautaires ;
- 2) Documenter les activités, stratégies, outils et approches utilisées par ces groupes dans leurs interventions ;
- 3) Évaluer leur niveau de structuration, leurs capacités, leurs partenariats, leurs zones d'influence, ainsi que les défis auxquels ils font face ;
- 4) Produire une base de données structurée et une représentation analytique des groupes communautaires et réseaux de femmes par zone d'intervention, thématique et type de soutien, sous forme de tableau de bord interactif, imprimable et d'outils visuels synthétiques (graphiques), facilitant la lecture des dynamiques territoriales ;
- 5) Fournir des recommandations pour renforcer le travail en réseau, combler les zones non couvertes, et améliorer la coordination des interventions ;
- 6) Analyser les dynamiques de collaboration entre ces groupes (synergies, zones de silence, complémentarités...).

#### **5. RÉSULTATS ATTENDUS**

Les résultats attendus de cette étude sont :

- 1) Une liste représentative des groupes communautaires appuyant les droits fonciers des femmes dans les deux départements cibles.
- 2) Un référentiel structuré pour chaque groupe, incluant : nom, statut juridique, mission, années d'activité, adresse, responsables, nombre de membres, partenaires, financement, thématiques abordées (accès à la terre, succession, conflits fonciers, etc.).

- 3) Une typologie des groupes selon leur niveau de formalisation (ONG, association, réseau informel, initiative locale, coopérative, universités).
- 4) Une cartographie complète interactive (format numérique et PDF haute résolution) présentant la répartition géographique, structure et thématiques abordés.
- 5) Un rapport analytique complet incluant :
  - Un résumé exécutif ;
  - Une méthodologie rigoureuse ;
  - Un état des lieux ;
  - Une analyse des enjeux territoriaux et institutionnels ;
  - Des recommandations pratiques et stratégiques.
- 6) Une base de données structurée pouvant être intégrée à d'autres plateformes (par exemple une base de données nationale de partenaires ou un tableau de bord).
- 7) Une synthèse vulgarisée à destination des décideurs étatiques, bailleurs, ONG, ONGI et groupes communautaires ;
- 8) Deux ateliers de restitution et de validation dans les deux départements concernés.

## 6. MÉTHODOLOGIE PROPOSÉE

Le/La consultant.e ou la Firme retenue devra proposer une méthodologie participative et inclusive, articulée autour :

- D'une revue documentaire (rapports, études foncières, bases de données existantes), documents de projets, sources juridiques)
- D'une cartographie participative avec les acteurs locaux via des focus groups, entretiens **semi-structurés et observations de terrain** ;
- D'entretiens qualitatifs avec les membres des groupes communautaires, les autorités locales, des représentant.e.s des universités dans les départements d'implémentation du projet, les représentantes féminines et les leaders d'opinion. Toutes les données collectées devront être ventilées par sexe, âge et handicap, et respecter une approche de non-préjudice et de protection des données pleinement conforme ;

- D'une Analyse territoriale et thématique à partir d'une base de données structurée : traitement des informations recueillies dans un tableau de bord interactif (Excel, Airtable, Power BI ou équivalent), permettant de visualiser la répartition des groupes par zones géographiques, thématiques d'intervention, types de soutien et niveau de structuration ; des représentations visuelles (graphiques, matrices, cartes simplifiées) viendront appuyer cette analyse;
- D'une validation collective des résultats à travers des ateliers régionaux.

## **7. LIVRABLES ATTENDUS ET CALENDRIER**

- 1) **Note méthodologique (validée avant le démarrage effectif), livrée en format Word et PDF** : incluant les approches de collecte, d'analyse et de représentation des données, les outils proposés, le calendrier, et les stratégies de participation communautaire ;
- 2) **Outils de collecte (questionnaires, guides, grilles de notation), fournis en formats Word/Excel et PDF** : questionnaires, guides d'entretien, grilles d'observation et de notation, validés avec les partenaires du projet ;
- 3) **Rapport d'analyse territoriale et thématique, livré en format Word et PDF**: incluant une première structuration de la base de données et des premières visualisations (graphiques, tableaux croisés, cartes simplifiées des dynamiques par zone ).
- 4) **Base de données consolidée, Fournie en format Excel (ou tout autre format ouvert) et fiches synthétiques (par communes), format A2 ou A1**: intégrant les informations sur les groupes communautaires, leurs zones d'intervention, thématiques, types de soutien, partenariats et niveau de structuration ; Accompagnée de représentations visuelles (tableaux de bord, graphiques, cartes synthétiques)
- 5) **Rapport final, livré en format Word et PDF** : intégrant les observations, une analyse approfondie des dynamiques de collaboration, des synergies et des lacunes, ainsi que des recommandations opérationnelles et stratégiques ;
- 6) **Synthèse vulgarisée, livrée en format Word et PDF**: document court et accessible (4 à 6 pages), destiné à une large diffusion (acteurs communautaires, décideurs...), incluant les messages clés, données essentielles et recommandations majeures ;

- 7) **Présentation PowerPoint pour restitution, livrée en format PowerPoint:** support visuel synthétique pour la restitution des résultats, adapté à différents publics (techniques, institutionnels, communautaires).

Le/La consultant(e) devra présenter les rapports suivants en version papier (format A4) et en version électronique (transmis par courriel et sur clé USB) en format Word et en PDF, en français avec les résumés en anglais, comme l'indique le tableau suivant :

<b>Livrable</b>	<b>Description</b>	<b>Date de livraison</b>
<b>L1<sup>1</sup></b>	Plan de travail et outils validés	Semaine 2
<b>L2</b>	Rapport préliminaire de collecte	Semaine 6
<b>L3</b>	Base de données et cartographie	Semaine 8
<b>L4</b>	Synthèse vulgarisée et Rapport final avec recommandations	Semaine 10
<b>L5</b>	Atelier de restitution et validation	Semaine 11

## 8. ZONES GEOGRAPHIQUES DE L'ÉTUDE

La mission sera réalisée dans les zones géographiques suivantes :

<b>Départements</b>	<b>Communes</b>	<b>Sections communes</b>	<b>Localités</b>
<b>Sud</b>	Aquin	1 <sup>ère</sup> Section Macéan, 2 <sup>e</sup> Section Bellevue, 3 <sup>e</sup> Section Brodequin, 4 <sup>e</sup> Section Flamands, 5 <sup>e</sup> Section Mare à Coiffe, 6 <sup>e</sup> Section La Colline	Ti coma, Flamands, Bellevue, Trema, Marseillan, Baptiste, Bellevue, Brodequin, Flaman, Mare-a-coiffe, La colline
	Camp-Perrin	1 <sup>e</sup> Section Levy, 3 <sup>e</sup> Section Tibi Davezac,	Levy, Mersan, Tybi, Toirac

<sup>1</sup> "L" se lit comme livrable dans ce cas précis.

	Cavaillon	1 <sup>e</sup> Section Boileau 2 <sup>e</sup> section Martinau, 3 <sup>e</sup> section Gros Marin	Boileau, Martinau, Gros Marin, Grandye et Bedo
	Côteaux	1 <sup>e</sup> Condé, 2 <sup>ème</sup> Despas, 3 <sup>ème</sup> Quentin	Damassin
	Chardonnières	1 <sup>e</sup> Randel	Randel
	Torbeck	1 <sup>e</sup> section Boury, Beraud	Boury, Beraud
<b>Nord-Est</b>	Capotille	1 <sup>e</sup> section Capotille, 2 <sup>e</sup> Section Lamine	Ville de Capotille, Welsh, Francoisie, Mingo
	Ferrier	Bas Maribaoux,	Bedou, Merande, Lewa
	Fort-Liberté	Dumas, Bayaha, Loiseau, Haut-Madeleine	Dumas, Saillant, Derac, Garde Saline, Malfety, Bayaha, Bedande, Garatte, Romeo, Acul Samedi, Loiseau, Lamothe, Declé, Haut-Madeleine,
	Ouanaminthe	Savane Longue, Centre-ville	Savane Longue, Centre-ville

## 9. PROFIL RÉQUIS

Le candidat ou la candidate doit avoir au moins les qualifications, expériences et compétences suivantes :

### Qualifications requises :

- ✓ Diplôme universitaire en sociologie, géographie, développement communautaire, études de genre, ou disciplines connexes.
- ✓ Au moins 5 ans expérience dans la recherche-action participative ou la cartographie sociale.
- ✓ Au moins 5 ans expérience dans la planification et la mise en place de bases de données.
- ✓ Bonne connaissance du contexte haïtien, notamment en matière foncière et de genre.
- ✓ Posséder des compétences en informatique et une maîtrise des logiciels de traitement et d'analyse de données tels que Excel, SPSS, NVIVO, CSPRO ou autres logiciels/applications équivalents.
- ✓ Excellente capacité de rédaction et de synthèse.

- ✓ Une aptitude à mener des entretiens qualitatifs et animer des ateliers de terrain.
- ✓ Avoir des compétences linguistiques avancées (orales et écrites) en français, créole et anglais (souhaitable).

### **Expériences appréciées :**

- ✓ Expérience de travail avec des groupes communautaires ruraux.
- ✓ Connaissance des dynamiques foncières dans les départements ciblés.
- ✓ Familiarité avec les systèmes fonciers coutumiers et formels haïtiens.
- ✓ Avoir réalisé des recherches en lien avec des questions de consolidation de la paix, de respect des droits de l'homme et de cohésion sociale.

## **10. DURÉE DE LA MISSION**

La durée de la recherche est de deux mois (8 semaines) à partir du **20 septembre 2025**.

## **11. DOSSIER DE CANDIDATURE**

Les dossiers de candidature doivent comporter :

### ***a) Une offre technique***

L'offre technique doit contenir :

- La méthodologie proposée pour le processus d'analyse participative, sur la base des problématiques spécifiques soulevées dans les TDR. Veuillez décrire la méthodologie participative et les outils qui sont proposés pour prendre en compte les problématiques spécifiques susmentionnées. (Maximum 10 pages);
- Le plan d'activités, incluant le nombre proposé de jours pour chaque activité et le planning provisoire. Le plan de travail doit clairement préciser la manière selon laquelle le/la consultant/e abordera les activités demandées pour pouvoir mener à bien la consultance.
- Les preuves des expériences similaires en Haïti (attestation de services rendus, de bonne fin d'exécution, de reconnaissance...);
- Une note explicative sur la compréhension des TDR et du mandat ;

- Un CV du/de la candidat(e) y incluant les expériences développées dans les activités similaires et trois (3) personnes de référence ;
- Copie du NIF et situation fiscale à jour à la date de clôture du dossier.

***b) Une offre financière***

L'offre financière doit inclure le nombre total de jours de consultance et tous les frais afférents à cette consultance. Ce montant doit être détaillé en tenant compte notamment des frais de voyage et des indemnités journalières selon le nombre de jours de travail prévus.

Dans le cadre de la réalisation des missions attendues aux termes des présents TDR, les coordonnées des partenaires d'implémentation du projet faisant partie du consortium et les parties prenantes clés à participer à la recherche sur le terrain seront mises à disposition du/de la consultant (e). Tous les frais, y compris ceux de transport à Port-au-Prince et dans les villes de province, seront à la charge du/de la consultant (e) et devront faire partie de ses coûts.

Les paiements du montant sont fonction du résultat, c'est-à-dire à la livraison des services spécifiés dans les termes de référence. Les paiements seront effectués en trois (3) tranches comme suit :

<b>Tranche</b>	<b>Conditions de paiement</b>	<b>Pourcentage</b>
<b>Tranche 1</b>	Le rapport de démarrage de la mission est soumis et approuvé	50% du montant
<b>Tranche 2</b>	Le rapport intermédiaire de la recherche / l'étude est soumis et approuvé	25% du montant
<b>Tranche 3</b>	Le rapport final de la recherche / étude est soumis et approuvé	25% du montant

**Note importante :** Selon le code fiscal actuel, les déductions salariales sont :

- Individu ou entreprise en Haïti : 2 % (avec patente), selon la politique IRI (sans patente)
- Entreprise basée à l'étranger: 5 %
- Individu vivant à l'étranger : 15 %

## 12. DÉPÔTS DE DOSSIERS

Les dossiers doivent être soumis au plus tard le **3 septembre 2025** à 23h59 (heure d'Haïti), par voie électronique uniquement, à l'adresse suivante : [secretariat@hsurve.org](mailto:secretariat@hsurve.org) avec en objet : « **Candidature – Cartographie des groupes communautaires – Projet PBF** ». Une évaluation ainsi que des interviews s'en suivront les semaines suivantes.

Seuls les dossiers complets et transmis dans les délais seront considérés. Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s.

## 13. FORMULAIRE D'ÉVALUATION

La proposition des soumissionnaires comprendra une offre technique qui compte pour soixante-dix pourcent (70%) de la pondération globale et une offre financière qui contribue pour trente pourcent (30%).

Les propositions technique et financière des candidat (es) seront évalué(es) selon la matrice ci-après :

<b>FORMULAIRE D'ÉVALUATION</b>			
<b>Titre du poste :</b> Consultant (e) chargé (e) de réaliser la cartographie des groupes communautaires soutenant les droits fonciers des femmes dans le Nord-Est et Sud d'Haïti.			
<b>Critères d'évaluation</b>	<b>Sous-critères</b>	<b>Note maximale</b>	<b>Note obtenue</b>
<b>1. Offre technique (70 points)</b>			
<b>a. Compréhension du mandat et pertinence de la méthodologie.</b>	Clarté de la compréhension du contexte, pertinence des approches proposées.	20	
<b>b. Pertinence du plan de travail et chronogramme</b>	Cohérence du calendrier, faisabilité, logique des étapes	10	
<b>c. Expérience du / de la consultant.e</b>	Expériences similaires, connaissance du contexte haïtien, références pertinentes.	15	

<b>d. Compétences des membres de l'équipe (si en équipe)</b>	Qualification, répartition claire des rôles, équilibre des expertises.	10	
<b>e. Outils et méthodes de collecte de données.</b>	Qualité des outils proposés pour les entretiens, cartographie, analyse.	10	
<b>f. Prise en compte du genre et de l'inclusion.</b>	Capacité à intégrer une approche sensible au genre dans les méthodes et résultats.	5	
<b>Total Offre technique</b>		<b>70</b>	
<b>2. Offre financière (30 points)</b>			
<b>a. Pertinence du budget proposé</b>	Justification des coûts, équilibre avec les activités proposées	10	
<b>b. Coût total de la prestation</b>	Évaluation selon la formule suivante : $\frac{\textit{Offre la moins chère}}{\textit{Offre proposée}} \times 20$	20	
<b>Total Offre financière</b>		<b>30</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>		<b>100</b>	